



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf : DiPP-Bicpe/EC

**Arrêté préfectoral portant approbation du Plan de
Prévention des Risques Technologiques (PPRT) de
l'établissement PPG FRANCE MANUFACTURING
sur le territoire des communes de SAULTAIN,
CURGIES et ESTREUX**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement notamment ses articles L. 515-15 à L. 515-25 et ses articles R. 515-39 à R. 515-50 relatifs aux plans de prévention des risques technologiques ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 211-1, L. 230-1 et L. 300-2 ;

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles L. 15-6 à L. 15-8 ;

Vu la loi 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

Vu les arrêtés préfectoraux autorisant l'exploitation régulière des installations de l'établissement PPG Manufacturing France à Saultain notamment l'arrêté préfectoral du 22 mars 2007 ayant imposé des mesures complémentaires pour l'exploitation de l'établissement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 février 2007 modifié les 15 septembre 2010 et 24 mai 2011 et portant création du comité local d'information et de concertation autour de l'établissements susvisé ;

Vu la circulaire interministérielle du 27 juillet 2005 relative au rôle des services de l'équipement dans les domaines de la prévention des risques technologiques et naturels ;

Vu les courriers adressés le 22 décembre 2009 aux maires des communes de Saultain, Estreux, Curgies les invitant à faire connaître l'avis de leur conseil municipal, dans le délai de deux mois, sur le projet d'arrêté prescrivant un plan de prévention des risques technologiques pour l'établissement PPG France Manufacturing ;

Vu l'avis du conseil municipal de la commune de Saultain en date du 16 février 2010 relatif aux objectifs poursuivis et aux modalités de la concertation autour du projet ;

Vu l'avis du conseil municipal de la commune de Estreux en date du 1^{er} février 2010 relatif aux objectifs poursuivis et aux modalités de la concertation autour du projet ;

Vu l'avis du conseil municipal de la commune de Curgies en date du 9 mars 2010 relatif aux objectifs poursuivis et aux modalités de la concertation autour du projet ;

Vu l'arrêté préfectoral 23 mars 2010 de prescription du plan de prévention des risques technologiques pour l'établissement PPG France Manufacturing ;

Vu l'arrêté préfectoral de prorogation en date du 24 mai 2011 portant le délai d'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques des PPG de 18 à 24 mois ;

Attendu que tout ou partie des communes de Saultain, Curgies, et Estreux sont susceptibles d'être soumises aux effets de plusieurs phénomènes dangereux, générés par l'établissement PPG susvisé classé « AS » au sens du code de l'environnement, générant des risques toxiques, thermiques et de surpression et n'ayant pu être écartés pour la maîtrise de l'urbanisation selon les critères en vigueur définis au niveau national ;

Considérant que l'établissement PPG appartient à la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 du code de l'environnement ;

Considérant la liste des phénomènes dangereux issus de l'étude de dangers dudit établissement et la nécessité de limiter l'exposition des populations aux effets de ces phénomènes dangereux ;

Vu l'avis favorable des personnes et organismes associés, à savoir :

- Comité Local d'Information et Concertation (CLIC) de l'établissement PPG France Manufacturing : avis favorable dans sa séance du 11 juillet 2011 ;
- La société PPG France Manufacturing: avis réputé favorable en l'absence de réponse
- Le président du Conseil Régional du Nord-Pas-de-Calais ou son représentant : avis réputé favorable en l'absence de réponse ;
- Le président du Conseil Général du Nord ou son représentant : avis réputé favorable en l'absence de réponse ;
- Le président de la Communauté d'Agglomération de Valenciennes Métropole ou son représentant : avis réputé favorable en l'absence de réponse
- Le Maire de la commune de Saultain ou son représentant : avis réputé favorable en l'absence de réponse.
- Le Maire de la commune de Curgies ou son représentant : avis réputé favorable en l'absence de réponse
- Le Maire de la commune d'Estreux ou son représentant : avis réputé favorable en l'absence de réponse

Vu la décision du Président du Tribunal Administratif de Lille en date du 24 Août 2011 portant désignation du commissaire enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 Août 2011 prescrivant une enquête publique du 26 septembre au 27 octobre 2011 inclus sur le projet de Plan de Prévention des Risques Technologiques de l'établissement PPG France Manufacturing sur les communes de Saultain, Curgies et Estreux.

Vu le rapport établi par le Commissaire Enquêteur et ses conclusions favorables au projet en date du 11 novembre 2011 ;

Vu les pièces du dossier ;

Vu l'avis de Monsieur le sous-préfet de Valenciennes en date du 14 novembre 2011 ;

Vu le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, et de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Nord en date du 29 novembre 2011 ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Le Plan de Prévention des Risques Technologiques de l'établissement PPG France Manufacturing à Saultain annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 :

Ce plan vaut servitude d'utilité publique au sens de l'article L. 126.1 du Code de l'Urbanisme et devra être annexé aux plans locaux d'urbanisme des communes de Saultain, Curgies et Estreux.

Article 3 :

Le Plan de Prévention des Risques Technologiques comprend :

- une note de présentation décrivant les installations ou stockages à l'origine des risques, la nature et l'intensité de ceux-ci et exposant les raisons qui ont conduit à délimiter le périmètre d'exposition aux risques ;
- des documents graphiques faisant apparaître le périmètre d'exposition aux risques et les zones et secteurs mentionnés respectivement aux articles L. 515-15 et L. 515-16 du code de l'environnement ;
- un règlement comportant, en tant que de besoin, pour chaque zone ou secteur :
 - les mesures d'interdiction et les prescriptions mentionnées au I de l'article L. 515-16 du code de l'environnement ;
 - l'instauration du droit de délaissement ou du droit de préemption ;
 - les mesures de protection des populations prévues au IV de l'article L. 515-16 du code de l'environnement ;
- les recommandations tendant à renforcer la protection des populations formulées en application du V de l'article L. 515-16 du code de l'environnement ;
- une annexe au règlement décrivant les effets retenus dans le cadre de l'élaboration du PPRT.

Le dossier sera tenu à disposition du public à la Préfecture du Nord ainsi que dans les mairies des communes de Saultain, Curgies et Estreux, aux jours et heures d'ouverture habituels des bureaux au public.

Article 4 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de l'exécution des formalités de publicité.

Article 5 :

Un extrait du présent arrêté sera publié en caractères apparents dans les journaux :

- « LIBERTE HEBDO »

et

- « LA GAZETTE Nord-Pas-de-Calais ».

Le présent arrêté sera affiché dans les locaux des mairies de Saultain, Curgies et Estreux, pendant un mois minimum. Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Nord.

Article 6 :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord, Monsieur le Sous-Préfet de Valenciennes, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Nord Pas-de-Calais, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Nord, les chefs de services déconcentrés concernés, Messieurs les maires des communes de Saultain, Curgies et Estreux, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à :

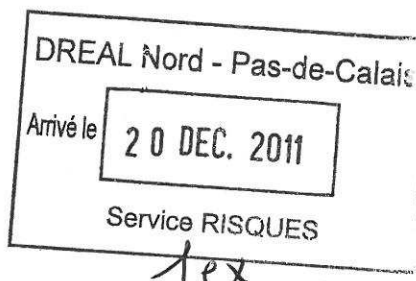
- Monsieur le directeur de la société PPG France Manufacturing
- Monsieur le directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de protection civile,
- Monsieur le président du conseil régional du Nord/Pas-de-Calais ou son représentant,
- Monsieur le président du conseil général du Nord ou son représentant,
- Monsieur le président de la Communauté d'Agglomération Valenciennes Métropole ou son représentant,
- Messieurs les membres du Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) de l'établissement PPG France manufacturing.

Lille, le 13 DEC 2011

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire général adjoint

Eric AZOUAY



5 annexes Jointes :

- note de présentation
- plan de zonage réglementaire
- règlement
- annexe au règlement
- recommandations

de: Valenciennes

Docteur, le

D/1.0 [Signature]